



Note de conjoncture

Février 2022

**LOGEMENT
CONSTRUCTION**



Construction neuve à La Réunion Janvier 2021 - Décembre 2021

Les tendances favorables se maintiennent.

La période de confinement n'a pas eu autant d'impact sur le nombre d'autorisations de permis de construire qu'au niveau national, car à La Réunion, les communes instructrices des autorisations d'urbanisme ont globalement pu fonctionner. L'augmentation du nombre d'autorisations sur la période étudiée ne s'explique donc pas intégralement par le rattrapage post-confinement, mais dénote bien de la vigueur du secteur. Il en est de même pour les mises en chantier qui poursuivent leur progression.

De janvier à décembre 2021, le nombre de logements autorisés à la construction est estimé à 8 210 à La Réunion, en hausse de 8,3 % par rapport à la même période un an auparavant. Cela s'explique par l'augmentation sur la période des autorisations de construire pour les logements individuels (+ 18,6 %). Les logements collectifs sont quant à eux en très léger recul (- 1 %). Au niveau national, les tendances sont à la reprise (+ 18,9 %) et ceci pour tous les types de logement.

À La Réunion, les mises en chantier progressent fortement (+ 40,6 %) par rapport à la même période, un an plus tôt. Cette augmentation concerne principalement les logements collectifs (+ 60,5 %) mais aussi les logements individuels (+ 23,9 %). Cette tendance se confirme également (+ 10,7 %) au niveau national.

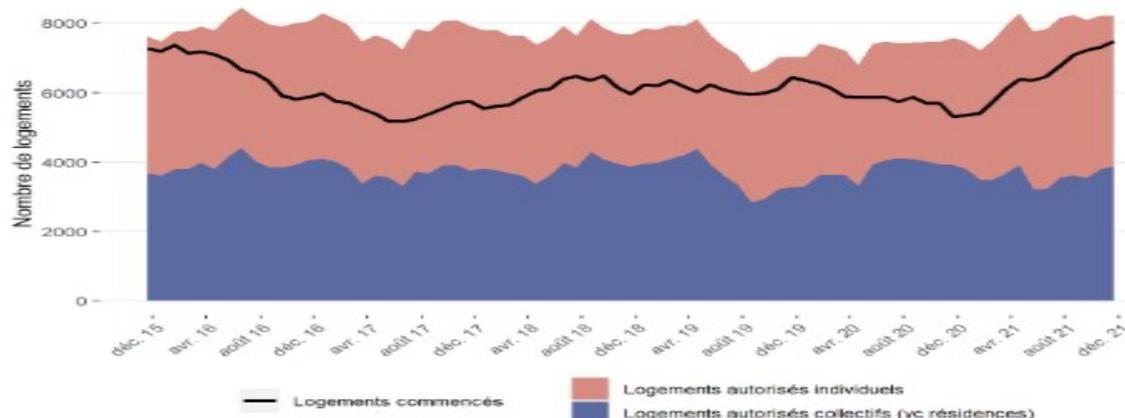
Nombre de logements autorisés et commencés à La Réunion par type

	Nombre	Variation cumul sur 12 mois ¹ en %	
		La Réunion	France ²
Janvier 2021 - décembre 2021			
Autorisés dont :	8 210	8,3	18,9
Individuels	4 340	18,6	25,8
• individuels purs	3 100	27,0	26,3
• individuels groupés	1 240	1,6	24,3
Collectifs ³	3 880	-1,0	13,8
Commencés dont :	7 480	40,6	10,7
Individuels	3 580	23,9	13,4
• individuels purs	2 450	23,7	16,4
• individuels groupés	1 130	24,2	4,3
Collectifs ³	3 900	60,5	8,9

Source: SDES-Deal, Sit@del2 (mailto:Sit@del2), estimations en date réelle à fin janvier 2022.

¹ Cumul Janvier 2021 - décembre 2021 rapporté au cumul Janvier 2020 - décembre 2020, ² Hors Mayotte, ³ Yc. en résidence

Nombre de logements autorisés et commencés à La Réunion (cumul sur 12 mois)



Source: SDES-Deal, Sit@del2, estimations en date réelle à fin janvier 2022.

Entre janvier et décembre 2021, 344 000 m² de locaux non résidentiels ont été autorisés à la construction à La Réunion. Les surfaces autorisées connaissent une baisse de 5,9 % par rapport à la même période un an auparavant, due aux secteurs de l'hébergement hôtelier (- 77,2 %), du commerce (- 43,2 %) ainsi que celui des exploitations agricoles. En revanche le secteur du service public affiche une croissance de la surface autorisée (+ 71,9 %) de même que celui de l'artisanat (+ 35,6 %).

De janvier à décembre 2021, 313 210 m² de locaux non résidentiels ont été mis en chantier, soit une augmentation de 54,7 % par rapport à la même période un an auparavant. Le service public (+ 216,8 %), les bureaux (+ 104,8 %) et l'artisanat sont en forte progression due au démarrage de plusieurs projets. Le secteur des entrepôts (+ 82,1 %) maintient sa dynamique.

De manière générale, les surfaces concernées étant faibles, les variations importantes en pourcentage sont à relativiser.

Prochaine parution : mai 2022 pour les résultats avril 2021 à mars 2022

Surface de plancher des locaux non résidentiels autorisés et commencés à La Réunion

	Nombre	Variation cumul sur 12 mois ¹ en %	
		La Réunion	France ²
	Janvier 2021 - décembre 2021		
Locaux autorisés dont :	344 000	-5,9	12,0
hébergement hôtelier	6 910	-77,2	2,5
bureaux	47 800	3,5	-2,9
commerce	46 410	-43,2	6,0
artisanat	11 960	35,6	18,5
industrie	21 320	10,6	22,3
exploitation agricole ou forestière	87 950	-7,9	3,7
entrepôt	48 890	17,1	30,9
service public ou d'intérêt collectif	72 750	71,9	11,8
Locaux commencés dont :	313 210	54,7	5,3
hébergement hôtelier	2 460	-54,4	-0,2
bureaux	53 960	104,8	19,1
commerce	40 580	-4,2	18,6
artisanat	11 110	103,9	16,5
industrie	12 000	-20,7	17,8
exploitation agricole ou forestière	40 580	-18,7	-11,5
entrepôt	41 320	82,1	-1,6
service public ou d'intérêt collectif	111 190	216,8	10,5

Source : SDES-Deal, Sit@del2 (mailto:Sit@del2), estimations en date réelle à fin janvier 2022.

¹ Cumul Janvier 2021 - décembre 2021 rapporté au cumul Janvier 2020 - décembre 2020, ² Hors Mayotte,

Source et concepts

Tout pétitionnaire projetant une construction neuve ou la transformation d'une construction nécessitant le dépôt d'un permis de construire doit remplir un formulaire relatif à son projet et le transmettre à la mairie de la commune de localisation des travaux. Le projet de permis est traité par les communes, services instructeurs à La Réunion.

Suite à son autorisation, le pétitionnaire pourra soit démarrer les travaux et déclarer l'ouverture de son chantier (DOC), soit abandonner son projet et demander l'annulation. La fin des travaux est signalée par une déclaration spécifique (DAACT), à partir de laquelle est vérifiée la conformité au projet initial.

Les données de Sit@del2 proviennent des formulaires de permis de construire traités par les centres instructeurs. Les mouvements relatifs à la vie du permis (dépôts, autorisations, annulations, modificatifs, mises en chantier, achevements des travaux) sont exploités à des fins statistiques.

Les informations déclarées dans le formulaire sont transmises mensuellement à la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement de La Réunion.

Les données collectées sont publiques.

Séries utilisées pour le diagnostic conjoncturel

La conjoncture est appréciée au travers d'estimations en date réelle dans le domaine du logement; les locaux non résidentiels sont suivis grâce aux données en date de prise en compte.

Les **estimations en date réelle** offrent une information directement interprétable pour suivre la conjoncture. S'agissant d'estimations statistiques, leur qualité dépend du volume d'informations exploitées. En conséquence, ces séries ne sont disponibles qu'à des niveaux suffisamment agrégés (départemental au minimum).

Les **séries en date réelle** agrègent l'information collectée (autorisations, mises en chantier) à la date réelle de l'autorisation délivrée par l'autorité compétente, et à la date de la mise en chantier déclarée par le pétitionnaire.

Les **séries en date de prise en compte** agrègent l'information selon la date d'enregistrement de la donnée dans l'application Sitadel2. Par exemple, un permis autorisé en décembre 2016 mais transmis en mars 2017 est comptabilisé dans les autorisations de mars 2017. Une mise en chantier transmise en juin 2017 est enregistrée dans les mises en chantier de juin 2017 quand bien même la construction aurait démarré en janvier 2017.

Pour en savoir plus

Sources et méthodes sur le site internet du service de la donnée et des études statistiques (SDES) du ministère de la transition écologique et solidaire.

Représentations graphiques pour l'ensemble des régions <http://dreal.shiny.developpement-durable.gouv.fr/sitadel/>

Directeur de la publication : Philippe GRAMMONT

Réalisation : DEAL Réunion/Service Connaissance, Évaluation, Transition Écologique /Cellule Évaluation et Statistiques

Tél : 0262 40 26 47 / Mél : statistiques.deal-reunion@developpement-durable.gouv.fr

Rédaction : Caroline Coudrin et Armande Jogama

Gestion Sit@del : Armande Jogama

Vous pouvez télécharger les notes de conjoncture sur notre site : www.reunion.developpement-durable.gouv.fr

© Deal 2020